

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Nord
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 16/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KUHN MGM

4 impasse des Fabriques
67700 SAVERNE

Références : 0006703247/CF/CE
Code AIOT : 0006703247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2024 dans l'établissement KUHN MGM implanté Parc de la Faisanderie - 67700 MONSWILLER. L'inspection a été annoncée le 05/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUHN MGM
- Parc de la Faisanderie - 67700 MONSWILLER
- Code AIOT : 0006703247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Kuhn exploite plusieurs sites dans le secteur de Saverne. La société Kuhn MGM est spécialisée dans la fabrication et le montage de machines agricoles et forestières. Le site de Monswiller dédié à l'assemblage de grandes machines fait l'objet d'une autorisation d'exploitation au titre des installations classées par arrêté préfectoral depuis le 09/05/2007 notamment pour les rubriques 2565 (traitement de surface métalliques), 2920 (installations de compression) et 2940 (application de vernis, peinture...). Il accueille aussi des activités soumises à déclaration sous les rubriques 2575 (emploi de matière abrasives) et 2910 (combustion).

Son activité de traitement de surface répond également à un classement "IED" sous la rubrique 3260 pour un volume total de cuves supérieur à 30 m³. De ce fait, les rejets eau de l'installation font l'objet d'un suivi spécifique renforcé encadré par des arrêtés complémentaires en 2009 et 2013.

L'exploitant travaille actuellement sur un projet d'extension et prévoit de déposer un dossier d'autorisation environnementale d'ici fin 2024.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais	Autre information
1	Installations électriques - contrôles périodiques	Arrêté préfectoral du 19/02/24, article 1	Levée de mise en demeure	/	/

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais	Autre information
2	Moyens de lutte incendie - détection incendie	Arrêté préfectoral du 19/02/24, article 1	Levée de mise en demeure	/	/
3	Eau - Conditions de rejet des eaux industrielles	Arrêté préfectoral du 19/02/24, article 1	Levée de mise en demeure	/	/
4	Mesures compensatoires - mise en œuvre	Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 7.2	Sans suite	/	/
5	Mesures compensatoires - rapports de suivis annuels	Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 7.2	Sans suite	/	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités relevées dans l'arrêté de mise en demeure du 19/02/2024 sont levées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques - contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/02/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 2 mois
Prescription contrôlée : Article 5 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : <i>« Le contrôle des installations électriques prévu au A de l'article 66 de l'arrêté du 04/10/2010 susvisé est au moins annuel.</i> <i>Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds.</i> <i>Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</i>
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant explique que les opérations de maintenance techniques et les

dysfonctionnements constatés par l'APAVE sont réalisés par l'équipe de maintenance.

Il dispose d'un logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur de (GMAO) qui permet de saisir en temps réel les demandes d'intervention et les réparations effectuées. L'exploitant a transmis une extraction du logiciel identifiée sous le n°2332829-1-1 du 17/02/2023 présentant les réparations effectuées.

Il a également transmis le rapport de vérification des installations électriques - APAVE 2024. Celui-ci permet de voir que les principales anomalies relevées en 2023 ont été corrigées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Moyens de lutte incendie - détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/02/2024, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 2 mois

Prescription contrôlée :

Article 10 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

" (...) II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé : (...)

- dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant. Les modalités de gestion et de transmission de l'alarme sont formalisées dans une procédure, tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle.

Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

Par courrier du 07/03/2024, l'exploitant a transmis le compte-rendu d'intervention préventive de maintenance du 29/08/2023 réalisé par son prestataire.

Ce rapport fait état des constats suivants :

- boucle 1 ouverte (travaux en cours ligne poudrage) ;
- moteur désenfumage ne fonctionne pas, boîtier de commande défectueux (toit administration) ;
- module d'extinction EEFIRE sur les deux armoires ne sont pas alimentés.

Dans son courrier du 07/03/2024, l'exploitant déclare avoir réalisé les actions correctives correspondant à ces constats.

Le jour de la visite, l'exploitant présente à l'inspection le bon de livraison du nouveau moteur de désenfumage daté du 21/12/2023.

Ce jour, l'inspection constate qu'aucune anomalie ou dysfonctionnement du système n'est signalée par la centrale de détection située au RDC de l'entrée bureau.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Eau - Conditions de rejet des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/02/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Impact milieu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : Amende
- date d'échéance qui a été retenue : 2 mois

Prescription contrôlée :

Article 9.3.1 de l'arrêté préfectoral du 09/05/2007 autorisant la société KUHN à exploiter des unités de fabrication et de montage de machines agricoles à MONSWILLER :

« Les rejets d'eaux usées industrielles dans la station d'épuration collective urbaine doivent (...) satisfaire aux conditions fixées par l'autorisation de raccordement au réseau public délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau.

En sortie de la station de prétraitement des eaux usées provenant de l'atelier de traitement de surfaces, les caractéristiques de l'effluent rejeté ne dépassent pas les valeurs suivantes :

(...)

- concentrations et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées) :

(14) Ion Fluorure (en F-) : concentration moyenne sur 24h consécutives = 15 mg/l (...) »

Constats :

Par courrier du 07/03/2024, l'exploitant a présenté les actions correctives mises en œuvre afin de remédier aux dépassements constatés pour le paramètre Fluorure en sortie de sa station de traitement des eaux (STEP).

Ces actions consistent en :

- des modifications de process ;
- l'augmentation de la fréquence de fonctionnement de la STEP ;
- l'ajustement du pH de traitement des fluorures ;
- l'augmentation de la fréquence de maintenance des sondes de pH ;
- le remplacement de la pompe d'injection de chlorure de calcium en février 2024.

L'exploitant explique que ces mesures ont permis d'abaisser fortement la concertation en fluorures en entrée de STEP.

La consultation des déclarations d'autosurveillance de l'exploitant sur GIDAF montrent que la fréquence et l'intensité des dépassements a baissée. Il ressort toutefois que des dépassements persistent, par exemple :

- le 18/03/2024 à 17 mg/l ;
- le 02/05/2024 à 16 mg/l ;
- le 14/05/2024 à 17 mg/l ;
- le 12/06/2024 à 16 mg/l.

Pour mémoire, la valeur limite d'émission requise pour cette exploitation (cf article 9.3.1 de l'Arrêté préfectoral du 09/05/2007) est de 15 mg/l.

L'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif notamment aux émissions de toute nature des installations classées, article 21 III. 2° dispose que : « 2° **Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission** et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission. »

L'inspection constate que pour 2024, **les moyennes mensuelles des mesures réalisées pour le paramètre Fluorures ne dépassent pas cette valeur limite d'émission.**

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Mesures compensatoires - mise en oeuvre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 7.2

Thème(s) : Autre, biodiversité

Prescription contrôlée :

« Des mesures compensatoires spécifiques sont prises afin de limiter l'impact faunistique et floristique de cette opération.

Ce sont notamment :

- le maintien d'une bande boisée en périphérie du site, la réalisation d'un site d'hivernage constitué de souches et de pierres, et la conservation des mares ; un suivi des populations de batraciens présentes sur le site notamment doit permettre de consolider leur présence et de remédier si nécessaire à la situation ;
- le maintien du stand de tir, initialement destiné à la démolition, la limitation de ses conditions d'accès pour préserver la tranquillité du site doivent permettre de limiter les impacts sur la population de chiroptères ;
- la préservation des boisements voisins, la mise en place d'îlots de vieillissement dans le massif relictuel et des boisements compensateurs à hauteur de 22 ha (soit 1,25 fois la surface déboisée) avec des espèces adaptées à chacun des dix sites retenus, limitent les impacts sur les oiseaux. »

Constats :

Lors de la visite l'inspection constate :

- le maintien d'une bande boisée autour du site avec quelques discontinuités notamment le long de la rue de Steinbourg, à gauche, entre le rond-point et le bassin de rétention des eaux pluviales ;
- la présence de plusieurs mares dans la bande boisée conservée le long de la rue de Steinbourg, côté droit du site ;

- le maintien du stand de tir dont l'accès est fermé à clefs ;
- la présence d'une zone non fauchée autour du stand de tir qui semble favorable aux oiseaux et aux insectes.

Par courriel du 15/10/24, l'exploitant a transmis les documents suivants :

- une convention de boisement du 23/10/2006 entre l'État et la Communauté de communes de la Région de Saverne pour la réalisation de boisements compensatoires d'une surface de 21 ha 98 ares et précisant la localisation de ces boisements ;
- un arrêté préfectoral du 27/10/2006 autorisant le défrichement des parcelles boisées dans le cadre du projet d'extension reprenant les surfaces totales de boisements compensateurs et leur localisation précise par commune ;
- un courriel de la Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du 25/09/2009 attestant de la réalisation des obligations réglementaires liées à l'autorisation de défrichement ;
- un courrier de la Direction des équipements structurants de la Communauté de commune de la Région de Saverne attestant de la réalisation des boisements compensatoires.

Ces documents permettent d'attester de la réalisation des mesures compensatoires relatives aux boisements compensatoires et îlots de vieillissement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures compensatoires - rapports de suivis annuels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 7.2

Thème(s) : Autre, Biodiversité

Prescription contrôlée :

« (...) L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel sur l'état d'exécution de ces mesures pour ce qui le concerne. »

Constats :

L'exploitant a transmis un document de synthèse des mesures compensatoires prises pour l'extension du site Kuhn à Monswiller en 2007.

Ce document confirme la réalisation de l'ensemble des mesures d'un point surfacique avec la conservation des éléments (boisement périphérique, stand de tir, mares...) et la réalisation des boisements compensatoires.

Il fait toutefois état de la non-fonctionnalité des mares conservées (entre deux voiries, ombrage trop important et eutrophisation) et de la nécessité de prise de mesures correctives en conséquence.

Les mesures correctrices proposées (création de nouvelles mares dans un secteur du site plus favorable) sont décrites dans le document et seront reprises dans l'arrêté d'autorisation environnementale portant sur la seconde phase d'extension que l'exploitant devrait déposer d'ici la fin de l'année. La création des mares sera accompagnée d'un suivi des populations d'amphibiens et d'un plan de gestion afin d'évaluer leur fonctionnalité dans le temps.

Type de suites proposées : Sans suite

